

Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre Mondiale

Manuels de référence pour les documents :

- Terminale L-ES. HATIER 2012. Bourel et Chevallier
- Terminale S. Hatier. 2012. Bourel. Chevalier.

En France, on utilise traditionnellement l'expression Proche-Orient. Cette région correspond aux régions de l'Est du bassin méditerranéen, de la Turquie à l'Égypte, on appelait aussi auparavant cette région « Le Levant ». Depuis un siècle, sous l'influence des Anglo-Saxons, et notamment depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, on utilise l'expression Moyen-Orient, « The Middle East ». Il s'agit de l'ensemble des pays de l'Asie du Sud-ouest, de la Turquie à l'Iran, on l'étend souvent jusqu'à l'Afghanistan, et du Sud du Caucase à la Péninsule Arabique. L'ensemble comprend aussi l'Égypte.

Cette région est l'une des plus instables du monde, les tensions et les conflits y sont les plus nombreux. C'est le paradoxe d'une région qui compte un héritage culturel d'une extrême diversité et d'une grande richesse, et qui dispose de ressources stratégiques clés comme le pétrole. En fait, ces atouts se sont transformés en sources de conflits, car la situation géopolitique de cette région depuis la fin de la Première Guerre Mondiale est devenue très complexe et pleine de dangers.

Nous verrons tout d'abord les multiples facteurs géostratégiques qui rendent cette région particulièrement instable et conflictuelle : ethniques, culturels, religieux, en termes de gestion des ressources, sur le plan stratégique... Nous verrons ensuite que les réalités politiques et diplomatiques tourmentées de cette région, depuis 1918, sont aussi des facteurs qui expliquent et nourrissent les conflits ; nous considérerons également dans cette même partie comment ces crises se sont manifestées, depuis la chute de l'Empire Ottoman jusqu'aux Révolutions actuelles du printemps arabe. Nous nous intéresserons enfin au conflit majeur de cet espace, le conflit israélo-arabe, ainsi qu'à ses implications régionales et internationales.

I) Une région complexe, instable et conflictuelle parcourue par de multiples fractures et tensions.

A) Une grande diversité ethnique, culturelle et religieuse.

Terminale L carte 1 page 262, Terminale S carte 1 page 118.

1) La diversité ethnique et linguistique

Cette région est une mosaïque ethnique, linguistique et religieuse. On peut distinguer tout d'abord trois grands ensembles civilisationnels et linguistiques : l'ensemble arabe, l'ensemble turc et l'ensemble perse (iranien).

Des minorités existent dans ces grands ensembles, par exemple les Kurdes. Les Kurdes forment un peuple sans État. Les promesses faites après la Première Guerre Mondiale de créer un Kurdistan indépendant n'ont jamais été tenues. Les Kurdes sont environ 30 millions et sont répartis entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. Un mouvement indépendantiste le PKK est en conflit avec la Turquie.

2) La question religieuse.

Sur le plan religieux, la Religion dominante est l'Islam. Cependant l'Islam n'est pas un bloc homogène. On distingue notamment les deux grands courants, le Sunnisme et le Chiisme. Le Chiisme et le Sunnisme se sont séparés au VII^{ème} siècle à propos de la succession de Mahomet. Le Sunnisme est le courant majoritaire. Cependant le Chiisme est très implanté dans certains pays, il est majoritaire en Iran, en Irak, il est fortement présent au Liban, et en Syrie il forme une minorité, les alaouites qui dirigent le pays, à Bahreïn il représente la majorité mais la dynastie régnante est sunnite. Il y a une minorité chiite en Turquie, les Alévis.

On observerait la formation d'un arc chiite dirigé par l'Iran et qui s'étendrait sur l'Irak, la Syrie et le Liban.

On trouve également d'importantes minorités chrétiennes. Ces communautés chrétiennes sont très diverses. Les Chrétiens représentent 39% de la population libanaise, les plus nombreux sont les Maronites. On trouve les Coptes en Égypte, les Chaldéens en Irak, les Syriaques en Syrie...

Il faut citer la religion juive présente en Israël, il y a encore des minorités juives dans certains pays, par exemple en Iran.

La Religion est un facteur de tensions dans cette région. Cette dernière fut le lieu de naissance des trois monothéismes. La Présence des lieux saints de ces trois religions accentue ces conflits.

Jérusalem par exemple est un enjeu de mémoires religieux d'une grande intensité. **(Voir dossier pages 30-33 Manuel Terminale L)**. On y trouve le Mur des lamentations de la Religion Juive, la Religion Musulmane est représentée par le Dôme du Rocher le troisième lieu saint de l'Islam après La Mecque et Médine, à côté on a édifié la Mosquée d'Al -Aqsa, le Christianisme est représenté par le Saint Sépulcre, le tombeau du Christ, et les souvenirs de la passion de ce dernier. On comprend dès lors les rivalités entre Israéliens et Palestiniens, chacun voulant faire de cette ville sa capitale.

La rivalité concernant les lieux saints peut avoir lieu dans une même religion. Ainsi, l'Arabie Saoudite, représentante de l'Islam sunnite, contrôle les deux principaux lieux saints de l'Islam, La Mecque et Médine. Ce contrôle suscite les critiques de l'Iran Chiite. Les lieux saints du Chiisme sont répartis entre l'Iran et l'Irak.

B) Les tensions concernant les ressources naturelles.

1) Le problème de l'eau.

Cette région connaît une forte croissance démographique malgré la transition démographique. La population y est jeune. Cela pose le problème de la croissance économique et l'accès aux ressources naturelles, notamment l'eau, dans le cadre du développement durable. L'eau est une source de tensions entre les pays qui sont obligés également de collaborer et de s'entendre. On peut citer le vaste programme de constructions de barrages sur l'Euphrate par la Turquie qui réduit la quantité et la qualité de l'eau en Syrie et en Irak. La Syrie a son propre programme de barrages.

Israël connaît des tensions avec ses voisins, le Liban, la Syrie, la Jordanie et les territoires palestiniens, pour le contrôle des eaux de surface et souterraines.

2) La délicate question des hydrocarbures. (Terminale L page 269, Terminale S document 2 page 117)

Avec près des 2/3 des réserves pétrolières mondiales estimées et 40% des réserves gazières connues, le Moyen-Orient est devenu un lieu fondamental de production couvrant une part essentielle des besoins énergétiques mondiaux. Depuis la découverte des premiers gisements en Perse (actuel Iran) en 1908, le contrôle de ces ressources est devenu essentiel pour les grandes puissances et une arme stratégique pour les pays producteurs.

Jusqu'aux années 60, l'exploitation des gisements a été réalisée par de grandes compagnies britanniques et américaines « les Majors » comme British Petroleum, Arabian American Company (Aramco)...À partir des années 60, les pays producteurs ont commencé à contrôler davantage leurs ressources par des nationalisations et la création en 1960 de l'OPEP ,

l'objectif était d'augmenter les prix maintenus très bas par les Majors. À partir de 1973, avec le premier choc pétrolier, dans le cadre de la Guerre du Kippour entre Israël et les pays arabes, puis en 1979 avec le deuxième choc pétrolier provoqué par la révolution en Iran, le prix du pétrole n'a cessé d'augmenter procurant d'importants revenus aux pays producteurs. Les grandes puissances n'hésitent pas à intervenir pour protéger leurs approvisionnements.

Ainsi en 1945, les États-Unis empêchent la présence de troupes soviétiques en Iran. En 1953, toujours en Iran, les EU et le RU renversent le gouvernement Mossadegh qui voulait nationaliser l'industrie pétrolière.

Les nationalisations n'empêchèrent pas les firmes multinationales pétrolières, notamment américaines, d'être toujours présentes dans la région et de jouer un rôle très important **(Voir document 1 page 272 Terminale L)**

En 1990-1991, les États-Unis avec l'appui de la communauté internationale organisent la première guerre du Golfe, « Tempête du Désert », contre l'Irak à la suite de l'invasion du Koweït par ce dernier. Les deux pays étant de gros producteurs, les enjeux énergétiques étaient considérables pour la sécurité des EU.

En 2003, la deuxième Guerre du Golfe a aussi en partie des motivations pétrolières.

Les tensions peuvent également opposées des pays de la région entre eux. Ainsi, la guerre entre l'Iran et l'Irak entre 1980-1988 avait en partie comme cause le contrôle des champs pétroliers dans le Golfe Persique.

C) Des enjeux stratégiques essentiels.

Cette région a une importance stratégique et géopolitique considérable depuis des milliers d'années. C'est un carrefour entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Des points de passage cruciaux sont toujours essentiels aux intérêts des grandes puissances. Ainsi, le Bosphore et les Dardanelles constituent une voie de passage clé pour la Russie entre la Mer Noire et la Méditerranée. Les points de passage des routes maritimes pétrolières sont vitaux pour l'Occident **(Voir Terminale L carte 1 page 286, Terminale S carte 3 page 125)**. Par exemple, le détroit d'Ormuz entre le Golfe Persique et l'Océan Indien, l'Iran en cas de conflit avec Israël et les EU, au sujet de son programme nucléaire menace de bloquer ce passage, le détroit de Bab al Mandab entre la Mer Rouge et l'Océan Indien. Le contrôle de ces points de passage déclenche parfois des conflits. Ainsi, la crise de Suez en 1956. En 1956, le Président égyptien Nasser nationalisa le Canal de Suez, qui relie la Mer Rouge à la Mer Méditerranée, contrôlé par des intérêts français et britanniques. La France et le RU déclenchèrent, en vain, une opération militaire pour récupérer le contrôle de cette voie de communication vitale par laquelle transitait le pétrole du Moyen-Orient.

II) La manifestation des conflits. Une histoire politique et diplomatique complexe et tourmentée.

Les multiples fractures et enjeux décrits dans la première partie expliquent en grande partie l'histoire politique et diplomatique complexe et tourmentée de la région.

A) Les héritages complexes de l'Empire Ottoman. (Voir Terminale L carte page 258, Terminale S carte page 110)

Jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale, cette région est dominée par l'Empire Ottoman.

Cet Empire multiculturel est né au XV^{ème} siècle. En 1916, l'Empire Ottoman se range au côté de l'Allemagne. Les Britanniques encouragent la révolte des Arabes, dirigée par Lawrence d'Arabie, à qui ils promettent l'indépendance. Cependant, en même temps les Français et les Britanniques se partagent la région, ce sont les accords Sykes-Picot de mai 1916. Le traité de Sèvres de 1920 établit ce partage et démembre l'Empire Ottoman, les Français et les Britanniques reçoivent des mandats de la SDN **(Voir document 1 page 261)**. Les Français reçoivent le Liban et la Syrie, les Britanniques l'Irak et la Palestine. Pour mieux contrôler ces territoires, les Européens tracent des frontières qui ne respectent pas toujours le droit des peuples et créent ainsi de futures difficultés qui expliquent les problèmes frontaliers qui opposent de nombreux États de la région jusqu'à aujourd'hui. Ainsi les revendications syriennes sur le Liban créé par les Français en 1920. Le conflit meurtrier entre l'Iran et l'Irak de 1980 à 1988 a comme origine le contrôle de gisements d'hydrocarbures mais également un conflit frontalier dans le sud du pays. L'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, s'explique en partie par le fait que le Koweït, indépendant depuis 1961, faisait partie à l'époque de l'Empire Ottoman de la Province de Bassorah qui se trouve aujourd'hui en Irak.

En 1917, à travers la Déclaration Balfour, les Britanniques promettent la création d'un foyer national juif en Palestine. Ces promesses contradictoires aux Arabes et aux Juifs annoncent les terribles conflits israélo-arabes à partir de 1948, date de la création de l'État d'Israël.

Peu à peu, des États apparaissent sur les ruines de l'Empire Ottoman. Le Royaume d'Arabie Saoudite apparaît en 1932, la même année l'Irak devient indépendant, en 1946 la France accorde l'indépendance au Liban et à la Syrie... Certains États du Golfe Persique n'obtiennent leur indépendance du RU que tardivement, par exemple le Koweït en 1961, le Qatar, le Sultanat d'Oman, les Émirats Arabes Unis et Bahreïn en 1971.

B) Le Moyen-Orient, un enjeu pour les grandes puissances durant la Guerre Froide. (Voir dossier pages 270-271 manuel Terminale L pages 114-115 manuel de Terminale S)

Nous avons vu qu'après la Première Guerre Mondiale, les puissances européennes profitant de la disparition de l'Empire Ottoman ont pris le contrôle de la région. Après la Seconde Guerre Mondiale, ce fut le tour des EU et de l'URSS, dans le cadre de la Guerre Froide. Le pétrole, les enjeux stratégiques et géopolitiques, notamment les voies de passage et les routes maritimes liées au pétrole, et le conflit israélo-arabe ont fait du Moyen-Orient l'un des épicentres de la Guerre Froide, comme le montre la crise de Suez en 1956. Les EU ont construit un vaste système d'alliances dans la région : le Pacte de Bagdad en 1955 qui rassemblait les EU, le RU, la Turquie, l'Iran, l'Irak et le Pakistan. Ils sont les plus fidèles soutiens d'Israël. L'URSS se présenta comme le défenseur du monde arabe et développa une politique hostile à Israël. Elle se rapprocha de l'Égypte de Nasser. L'URSS fournit des armes et finança la construction du barrage d'Assouan.

C) Après la Guerre Froide, la puissance des EU dans la région.

La fin de la Guerre Froide signifia le renforcement de la présence des EU dans la région. En 1991, ils lancent la première Guerre du Golfe sous couvert de l'ONU à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak. En 2003, ils envahissent l'Irak et renversent Saddam Hussein. Les intérêts pétroliers, la lutte contre le terrorisme, la volonté de stabiliser la région et d'y consolider des États démocratiques motivent l'action des EU. **(Voir dossier page 272-273 Terminale L)**. En fait, ces interventions déstabilisèrent encore plus la région, l'Irak vit un affrontement meurtrier entre Sunnites et Chiïtes et la province kurde du Nord n'obéit plus au pouvoir central, et ternirent considérablement l'image des EU dans le monde musulman. Les attentats terroristes sont une manifestation de la profonde fracture entre les EU et le monde musulman. L'Iran est devenu la puissance régionale dans la région, son programme nucléaire est une grave source de tensions entre ce pays, les EU et Israël. La disparition de l'URSS vit l'apparition de nouveaux États indépendants dans le Caucase (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan), cette région est aussi marquée par une forte instabilité du fait de la volonté de ces États d'échapper à la tutelle russe (voir intervention russe en Géorgie en 2008). La volonté de construire un réseau de gazoducs et d'oléoducs passant par la Turquie et évitant la Russie complique encore plus les choses. **(Voir carte 3 page 273 Terminale L, carte 3 page 117 Terminale S)** Les interventions étrangères et les facteurs externes (exogènes) expliquent en partie les conflits de la région, il faut également mettre en avant des problèmes internes (endogènes) liés à la fragilité de l'État du fait souvent de la fragmentation de la société et aux relations complexes entre le politique et le religieux.

D) Des États fragiles et fragmentés.

1) Des États autoritaires face à des Nations fragmentées.

Ces nouveaux États qui apparaissent sur les ruines de l'Empire Ottoman sont souvent des États autoritaires sans traditions démocratiques et dans le cadre de sociétés fragmentées et divisées sur le plan religieux, ethnique ou tribal. Le pouvoir en place s'appuie parfois jusqu'à nos jours sur des structures tribales et familiales, c'est le cas par exemple de la monarchie de l'Arabie Saoudite, des structures religieuses communautaires, ainsi le pouvoir actuel en Irak est contrôlé par la majorité chiïte qui marginalise les minorités sunnites et Chrétiennes, à Bahreïn la minorité sunnite dirige le pays à majorité chiïte, les Kurdes sont des minorités opprimées ou marginalisées en Turquie, en Syrie, en Irak et en Iran...Le pouvoir s'appuie sur une fraction de la société contre les autres secteurs. Les minorités sont négligées et persécutées comme les Kurdes ou elles participent au pouvoir, ainsi les Sunnites et les Chrétiens en Irak au temps de Saddam Hussein, les Alaouites Chiïtes et les Chrétiens en Syrie sous le contrôle de la famille Assad. La réalité nationale est loin d'être consolidée. Cette fragmentation peut parfois aboutir à des conflits dramatiques, ce fut le cas du Liban entre 1975 et 1989.

2) Le drame libanais. (Voir dossier page 264 Terminale L et carte projetée Terminale S).

Le Liban est une véritable mosaïque confessionnelle (religieuse). On y trouve des musulmans divisés entre Sunnites, Chiites et Druzes. Les Druzes sont un courant de l'Islam issu du Chiisme. Ils pratiquent une religion ésotérique, les rites et les croyances sont réservés à des initiés. Ils croient aussi en la réincarnation. Les Chrétiens sont représentés par les Maronites mais aussi des Chrétiens grec-orthodoxes et grecs-catholiques. L'arrivée de réfugiés Palestiniens après la création de l'État d'Israël en 1948 compliqua encore la situation. La France, à l'époque du mandat, avait créé un système politique qui reposait sur des équilibres confessionnels (religieux) qui avantageaient les Chrétiens Maronites, mais donnait aussi une représentation aux deux autres confessions principales. Le Président de la République devait être Chrétien Maronite, le Président de l'Assemblée Nationale Musulman Chiite et le Premier Ministre Musulman Sunnite. Cet équilibre se maintint après l'indépendance de 1943, non sans difficultés jusqu'en 1975. Cette année, une terrible guerre civile éclata, elle dura jusqu'en 1989 et fit 14000 morts. Elle vit s'affronter principalement deux coalitions le Front Libanais chrétien dominé par les Maronites et le Mouvement National multiconfessionnel où l'on trouvait des Musulmans mais aussi des Chrétiens. Le conflit prit une dimension régionale et déstabilisa toute la région du fait de l'implication des puissances régionales. Israël, la Syrie et l'Iran appuyèrent diverses factions. Par exemple, l'Iran est toujours très proche du Hezbollah, le parti chiite libanais. La paix fut signée en 1989. La logique confessionnelle domine toujours la vie politique libanaise. On trouve une multitude de partis à base confessionnelle, ce qui rend très difficile la formation des gouvernements qui doivent construire des coalitions très complexes entre sunnites, chiites, druzes et chrétiens. Depuis 2005, les violences confessionnelles et les assassinats ont repris, ces assassinats ont probablement été commis par la Syrie. L'exemple libanais nous a montré la difficulté de construire des États dans des sociétés fragmentées, notamment sur le plan confessionnel. Les relations entre le politique et le religieux sont extraordinairement complexes dans cette région.

3) La fragmentation de l'Irak.

Depuis l'intervention des EU et la chute de Saddam Hussein en 2003, l'Irak connaît un processus d'instabilité et de fragmentation. L'unité assurée par la dictature de Saddam Hussein a laissé la place à une logique communautaire légalisée par une constitution fédérale qui reproduit les divisions ethniques et religieuses entre Chiites, Sunnites et Kurdes. Les Chiites dominent le pays. La structure fédérale n'empêche pas des affrontements confessionnels meurtriers à travers des attentats entre Sunnites et Chiites. Les provinces kurdes du Nord qui forment le Kurdistan ont une autonomie totale qui n'est pas loin d'une indépendance de fait. D'ailleurs un conflit l'oppose au pouvoir central de Bagdad au sujet de la gestion de la ressource pétrolière. Les provinces irakiennes possèdent d'importants gisements et vendent directement le pétrole par la Turquie sans consulter la capitale, Bagdad. **(Voir cartes)**

4) Les liens complexes entre le politique et le religieux.

a) Le temps du nationalisme.

Les États créés au XX^{ème} siècle ont entretenu et entretiennent toujours des relations complexes avec la religion.

La Turquie a pu apparaître pendant longtemps comme une exception. Après la disparition de l'Empire ottoman, le dirigeant Mustafa Kemal Atatürk fonde en 1924 un régime laïc en Turquie. Il mène une politique de modernisation du pays en accordant par exemple d'importants droits aux femmes. **(Voir biographie page 260 Terminale L)**

Après la Seconde Guerre Mondiale, des régimes nationalistes vont également prendre leurs distances avec l'Islam. On peut citer Nasser en Égypte entre les années 50 et 70. Nasser réprima d'ailleurs les mouvements politiques qui s'appuyaient sur l'Islam comme les Frères Musulmans. **(Voir biographie page 268, documents 2, 3, 4 et 5 pages 282-283 Terminale L, biographie page 116, document 3 page 122 Terminale S)**

Plus récemment de façon complexe, l'idéologie Baasiste laïque représentée par Saddam Hussein en Irak et la famille Assad, Hafez jusqu'en 2000 et son fils Bachar jusqu'à aujourd'hui, ont représenté des projets laïcs qui n'hésitaient pas à réprimer l'Islam majoritaire, le Sunnisme en Syrie et la Chiisme en Irak, et à s'appuyer sur des minorités religieuses, les Chrétiens dans les 2 pays et les Chiites Alaouites en Syrie et les Sunnites en Irak. **(Voir biographie page 268, document 1 page 282 Terminale L, biographie page 116 et document 1 page 122 Terminale S)**

À partir des années 70, les modèles nationalistes qui avaient pris leurs distances avec l'Islam, commencèrent à entrer en crise. Les échecs militaires face à Israël, un développement économique et social limité avec le maintien de fortes inégalités, le refus de la modernisation occidentale par de larges secteurs de la société expliquèrent cette crise du modèle nationaliste et la montée de l'Islamisme politique à partir des années 70.

b) La montée de l'Islamisme politique.

L'Islamisme politique est un projet défendu par des Musulmans intégristes et fondamentalistes qui veulent créer un système politique et une société qui repose sur le droit islamique « la Charia ». L'origine des l'Islamisme politique moderne remonte à la fondation de la Confrérie (association religieuse) des Frères Musulmans en 1928 en Égypte par Hassan al-Banna, dont l'objectif était l'application intégrale de la charia. Cependant l'Islamisme politique apparaît réellement au cours des années 70 comme une force politique de premier plan.

Deux stratégies se mirent alors en place, la première visait à prendre le pouvoir et à créer un État islamique. L'exemple le plus notable fut la Révolution Iranienne en 1979 dirigée par l'Ayatollah Khomeiny **(Voir biographie page 274 Terminale L, page 124 Terminale S)** qui instaura un pouvoir religieux à la tête du pays. Des partis politiques islamistes apparurent dans le monde musulman chiite et sunnite et partagèrent cette stratégie de prise du

pouvoir par le haut : le Hezbollah au Liban, le Hamas dans les territoires palestiniens, le vieux parti des Frères Musulmans...L'invasion soviétique en Afghanistan en 1979 permit la prise du pouvoir par les Talibans qui créèrent un État islamique renversé par les EU en 2001.

Une autre stratégie fut mise en place par l'Arabie Saoudite qui s'appuya sur une lecture très conservatrice de l'Islam « le Wahhabisme ». Il s'agissait de réislamiser la société par le bas sans prendre directement le pouvoir. L'argent du pétrole finança des écoles, des programmes d'aide sociale... qui contribuèrent à cette réislamisation de la société. Le retour du port du voile pour les femmes, de la barbe pour les hommes en fut une manifestation.

À partir, des années 90 la radicalisation s'accéléra. L'apparition d'un islamisme terroriste avec Al Qaeda et Ben Laden en fut la manifestation. Il s'agit d'un islamisme terroriste mondialisé sans structure centrale hiérarchisée, composée d'une nébuleuse de groupes, sans lien direct avec un pays donné regroupant souvent des personnes qui ont été islamisées dans les pays occidentaux ou lors de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. Les attentats contre les EU, et notamment le 11-09-2001, et d'autres pays marquèrent les années 90 et le début du XXIème siècle.

La radicalisation aujourd'hui concerne les groupes salafistes dans les pays musulmans, mais aussi dans les pays occidentaux. Ils peuvent être pacifistes ou employer la violence dans le cadre du Djihadisme qui se réclame ou non d'Al Qaeda. Cet Islam rigoriste, fondamentaliste et très conservateur veut une application intégrale de la charia. Il est très hostile au Judaïsme, très antisioniste, au Christianisme et aux Musulmans modérés. Ils ont une vision manichéenne du monde comme tous les fanatiques religieux, entre le pur « Din » et l'impur « le Kufr ».

Les Révolutions nommées « Printemps arabes », à partir de 2011, mettent en évidence les relations complexes entre modernité et religion dans le monde musulman, mais aussi les profondes fractures qui traversent l'Islam aujourd'hui.

c) Les Révolutions du « Printemps arabe ».

Les bouleversements profonds connus par le monde arabo-musulman expliquent les Révolutions nommées « printemps arabes » qui touchent cette région depuis 2011.

Des changements profonds ont marqué la société arabe depuis plusieurs décennies et expliquent ces bouleversements. La société est de plus en plus urbaine et éduquée, notamment les jeunes et parmi eux les femmes, comme le montrent les taux d'alphabétisation et la baisse du taux de fécondité (**Voir document 3 page 287 Terminale L et 2 page 125 Terminale S**). Ce sont souvent ces classes moyennes urbaines, jeunes, éduquées où les femmes sont fortement représentées, qui ont lancé ces mouvements révolutionnaires des « Printemps Arabes ». Ces mouvements ont commencé en Tunisie en décembre 2010, à la suite de l'immolation par le feu d'un marchand de fruit tunisien victime d'abus de la part de la police.

Le « Printemps arabe » a touché également l'Égypte, la Libye, le Yémen, la Syrie...

Les principales motivations étaient de chasser les dictatures et les régimes autoritaires clientélistes et corrompus et d'instaurer la démocratie, le respect des droits de l'homme, une plus grande justice sociale et la réduction des inégalités.

Ces mouvements ont provoqué la chute des Présidents Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Égypte, Saleh au Yémen et Kadhafi en Libye.

Ces mouvements se caractérisèrent par leur modernité. Les mouvements ont défié les régimes en place grâce aux nouvelles technologies de la communication comme internet, les téléphones mobiles et les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, lesquels permettaient d'éviter la censure et d'organiser facilement les opposants.

Cependant, les Révolutions ne se limitèrent pas à une réalité virtuelle. Les affrontements et les morts de la Place Tahir au Caire, les affrontements violents en Libye et le drame de la Syrie où une véritable guerre civile a fait Jusqu'à présent plus de 100 000 morts.

L'enthousiasme des Révolutions a cependant laissé la place à des situations parfois inquiétantes loin des idéaux de la jeunesse révolutionnaire.

Les révolutionnaires furent très efficaces lors des mouvements qui permirent la chute des dictatures, notamment du fait de la gestion des médias et de la communication sur le plan interne et international, cependant l'absence d'organisations politiques ne leur permirent pas d'accéder au pouvoir. Ce fut le paradoxe, ces mouvements qui s'inscrivaient dans la modernité tant sur le plan de son programme que des moyens techniques utilisés, laissèrent la place aux Islamistes très organisés politiquement.

Les Islamistes d'Ennahda en Tunisie et les Frères Musulmans en Égypte ont gagné les élections. Ce sont des Islamistes modérés qui acceptent la démocratie mais ont comme objectif l'islamisation de la société à travers la Charia dans les nouvelles constitutions. Ils s'inspirent des Islamistes turcs de l'AKP, au pouvoir en Turquie depuis 2002, qui acceptent la démocratie de type occidentale, mais font reculer peu à peu le modèle d'Atatürk d'État laïc en réislamisant la société.

Les tensions avec les révolutionnaires de 2011 qui veulent un État laïc et qui protègent les droits des femmes, en Tunisie par exemple, sont fortes.

De plus les Islamistes modérés doivent affronter les Islamistes radicaux qui refusent la démocratie et toute modernité sociale. Les divisions ne concernent pas que les laïcs et les musulmans, mais aussi les musulmans entre eux.

En Libye, la fin du pouvoir autoritaire de Kadhafi a réveillé les tensions tribales et la fragmentation du pays. La province de Benghazi à l'Est du pays est pratiquement en situation de sécession.

La Syrie est en pleine guerre civile. Le pouvoir autoritaire de Bachar El Hassad affronte une opposition divisée entre ceux qui veulent une démocratie de type occidentale et les Islamistes divisés entre plusieurs groupes financés par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Un groupe salafiste radical « Al-Nostra » est même proche d'Al Qaeda. À la chute du pouvoir d'Assad, la situation va être extrêmement compliquée entre laïcs et musulmans, et entre les musulmans eux-mêmes. La crise syrienne est en train de déstabiliser toute la région. Elle entraîne une implication des puissances régionales comme l'Iran et Israël, elle déstabilise le Liban...

Les pouvoirs islamistes sont parfois violemment contestés. Les mois de juin-juillet 2013 ont vu d'importantes manifestations en Turquie et la chute du Président Morsi et des Frères Musulmans en Égypte

Ces divisions à l'intérieur des sociétés arabes sont cruellement ressenties après les espoirs des révolutions. C'est le retour de la Fitna, que l'on peut traduire par désordre, confusion, discorde division à l'intérieur de la communauté des Musulmans. , l'Umma. Cette Fitna fut un traumatisme tout au long de l'histoire du monde musulman. D'ailleurs pour décrire les évolutions politiques actuelle dans le monde arabe, le terme de thawra, qui veut dire révolution, et a une connotation plutôt positive, est de plus en plus remplacé dans les opinions publiques arabes par le terme Fitna, très péjoratif. L'évolution du vocabulaire est un bon reflet des espoirs déçus et de désenchantement qui parcourt aujourd'hui le monde arabe.

III) Le conflit israélo-arabe.

Peu de conflits ont suscité une telle passion, probablement du fait de sa longueur et des enjeux mémoriels et géopolitiques qu'ils impliquent. C'était ce que soulignait un numéro spécial de la revue « Les Temps Modernes » publié en 1967 et dirigé par Jean- Paul Sartre et Claude Lanzmann. Par un terrible concours de circonstances le numéro sort alors qu'éclate la Guerre des 6 jours. Affirmant leur neutralité, les auteurs affirment la nécessité de remplacer la passion par le savoir. C'est ce que nous allons essayer de faire.

A) La naissance de l'État d'Israël.

À la fin du XIXème siècle, dans un contexte de plus en plus marqué par l'antisémitisme en Europe, avec des pogroms en Russie par exemple, ou l'affaire Dreyfus en France, se développe une idéologie nationaliste parmi les diasporas juives, le Sionisme, dont l'idéologue fut Théodor Herzl. Le Sionisme préconisait la création d'un État juif en Palestine alors sous contrôle de l'Empire Ottoman. Sionisme veut dire retour à Sion, le mont Sion est l'une des collines de Jérusalem, et par extension le nom désigne la ville de Jérusalem.

Un « Fonds pour l'implantation des Juifs » est alors créé pour acheter des terres en Palestine et des Juifs commencent à s'installer en Palestine.

En 1917, la Déclaration Balfour qui promet la création d'un foyer national juif accélère les implantations de communautés juives en Palestine.

Les Britanniques reçoivent le mandat sur la Palestine et administrent difficilement le territoire, prisonniers des promesses contradictoire faites aux Arabes et aux Juifs. Les migrations juives s'intensifient et les relations avec les arabes palestiniens sont de plus en plus violentes et déclenchent des affrontements de plus en plus violents et meurtriers comme le 14 octobre 1937 devant la grande mosquée de Jérusalem.

En 1939, les Britanniques publient un livre blanc où ils affirment vouloir limiter les migrations juives pour conserver un équilibre entre les populations juives et les palestiniennes.

Ils ne peuvent rien faire pour empêcher les affrontements et le mandat britannique est un désastre.

Le génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale renforce encore la légitimité d'un État juif.

En novembre 47, l'ONU par la résolution 181 prévoit le partage de la Palestine en deux États, arabe et juif. La ville de Jérusalem étant placée sous le contrôle de l'ONU. **(Voir carte 6 page 267 et cartes naissance Israël)**

Le 14 mai 1948, le mandat britannique prend fin et Israël proclame son indépendance. Les États arabes qui ont refusé le partage de l'ONU entrent en guerre contre Israël. Les pays arabes sont vaincus. Israël est le principal bénéficiaire de ce conflit. Israël augmente son territoire de 40% et occupe 78% du territoire de la Palestine, et notamment l'Ouest de Jérusalem. **(Voir document 1 page 278).**

Le reste du territoire de la Palestine est occupé par les pays arabes voisins. L'Égypte occupe Gaza et la Jordanie (Transjordanie) occupe le Cisjordanie. De nombreux palestiniens se réfugient dans les États voisins comme le Liban et la Transjordanie.

B) De nombreux conflits avec les pays arabes. (Voir document 4 page 279)

En 1956, Israël s'allie en secret avec la France et le RU lors de la crise de Suez et occupe provisoirement le désert du Sinaï. L'échec de la France et du RU du fait des pressions des EU et de l'URSS l'oblige à rendre ce territoire égyptien.

En 1967, Israël, s'estimant menacé, déclenche une guerre préventive contre les pays arabes voisins. C'est la Guerre des 6 Jours. La victoire d'Israël est foudroyante. Israël occupe alors le Sinaï égyptien, le Golan syrien, et surtout les territoires palestiniens de Cisjordanie, dont Jérusalem Est, et Gaza. La Cisjordanie, Jérusalem Est Gaza sont appelés les territoires occupés. Malgré des résolutions de l'ONU, Israël refuse de rendre ces territoires. Israël exige au préalable la reconnaissance de son existence par les pays arabes et refuse d'appliquer la résolution 242 de l'ONU, qui prévoit le retrait des territoires occupés. **(Voir document 5 page 280)**

Le 6 octobre 1973, lors de la Guerre du Kippour, les pays arabes, et notamment l'Égypte, lancent une attaque contre Israël qui remporte la victoire, mais au prix de grandes difficultés. Les pays arabes exportateurs de pétrole, membres de l'OPEP, réalisent en embargo sur la vente de pétrole, pour faire pression sur les pays occidentaux, cela provoque une forte hausse des prix, c'est le premier choc pétrolier. Pour Égypte, c'est la récupération de l'honneur perdue.

Le Président égyptien, Sadate, successeur de Nasser veut profiter des circonstances pour faire la paix avec Israël.

En 1977, Sadate réalise un voyage historique à Jérusalem. Cela débouche sur les Accords de Camp David signé en 1978 entre l'Égypte et Israël, sous l'autorité des EU.

Les résultats furent à la fois réels et limités. L'Égypte récupéra le Sinaï et l'existence d'Israël fut reconnue pour la première fois par un pays arabe.

Cependant, les accords concernant l'autonomie des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ne sont pas respectés par Israël. Les Palestiniens qui n'avaient pas été associés aux négociations refusaient de toute façon une simple autonomie. Les Israéliens poursuivent leur politique de colonisation dans les territoires occupés. Sadate est considéré comme un

traître par les autres pays arabes. Il est assassiné par des militants islamistes le 6 octobre 1981.

C) La question palestinienne de 1948 à nos jours.

1) La Nakhba

La création de l'État d'Israël et la défaite de 1948 provoque ce que les Palestiniens vont nommer la Nakhba « la catastrophe ». 750 000 Palestiniens quittent les territoires contrôlés par Israël, plus de 500 villages palestiniens sont détruits. De nombreux palestiniens se réfugient dans les États arabes voisins où ils sont parfois toujours installés. **(Voir documents 2 et 3 pages 278-279).** C'est la naissance de la question palestinienne et du retour.

2) La question palestinienne a une dimension régionale.

Une solidarité arabe concernant le droit des Palestiniens existe. La question palestinienne concerne également la politique intérieure des États arabes qui ont reçu de nombreux réfugiés et qui peut entraîner des scénarios de déstabilisation. Ainsi, en Jordanie en 1971, lors des événements de « Septembre Noir », le roi Hussein réprime durement les mouvements palestiniens installés dans son pays, ces derniers étaient devenus assez puissants pour pouvoir contrôler le pays.

Lors de la guerre civile au Liban entre 1975-1989, les palestiniens jouent un rôle important. D'ailleurs pour en terminer avec les attaques menées contre le Nord d'Israël depuis le Liban, l'armée israélienne envahit le Liban en 1982 et remonte jusqu'à Beyrouth pour détruire le mouvement palestinien dans ce pays. Des milices chrétiennes alliées d'Israël massacrent des centaines de Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila alors que les troupes israéliennes encerclent le camp. Les palestiniens avaient créé en Jordanie et au Liban un véritable État dans l'État.

3) L'évolution du combat des Palestiniens, du terrorisme à la bataille juridique.

a) Le temps du terrorisme.

La résistance palestinienne s'organise peu à peu, une identité nationale se construit peu à peu dans la lutte. Une Nation sans État naît. En 1959, Yasser Arafat crée le Mouvement de Libération de la Palestine, le Fatah. L'année 1964 voit la fondation de l'OLP, l'Organisation de Libération de la Palestine, qui regroupe diverses organisations, dont le Fatah. En 1968, le Fatah contrôle l'OLP et Arafat devient son chef en 1969.

En 1967, la création du FPLP, radicalise encore la lutte.

Le mouvement palestinien utilise alors l'arme du terrorisme. Des détournements d'avion, des attentats et des prises d'otages. L'action la plus spectaculaire fut la prise d'otages de 9

athlètes israéliens lors des Jeux Olympiques de Munich en 1972. L'action menée par le commando palestinien Septembre Noir se termina par un bain de sang.

b) La lente évolution du terrorisme à la bataille juridique.

En novembre 1974, l'ONU reconnaît l'OLP comme le représentant légitime du peuple palestinien et devient observateur à l'ONU. L'OLP a consolidé sa position d'interlocuteur essentiel. L'OLP met alors en place une stratégie complexe qui associe la poursuite d'actions terroristes et à partir de 1987 d'une forme très particulière de combat, l'Intifada ou guerre des pierres, un soulèvement de la population dans les territoires occupés.

L'Intifada permet de rendre plus positive la cause palestinienne dont l'image s'était dégradée du fait des actions terroristes.

D'ailleurs, en 1988 l'OLP condamne le terrorisme et admet des frontières sûres et reconnues pour Israël. C'est la possibilité ouverte à l'existence de deux États.

Le changement de stratégie de l'OLP peut s'expliquer de diverses façons. Tout d'abord l'échec du terrorisme et enfin l'apparition en 1987 d'un mouvement islamiste palestinien le Hamas qui prône la destruction d'Israël. C'est une fracture profonde entre les Palestiniens avec d'un côté les Nationalistes de l'OLP et de l'autre les Islamistes du Hamas. Face à cette fracture l'OLP veut apparaître comme l'unique interlocuteur légitime.

En 1991, la fin de la Guerre Froide et la Première Guerre du Golfe permettent aux EU de consolider leur position dans la région et de lancer un ambitieux plan de paix qui va aboutir en 1993 aux Accords d'Oslo et à la fameuse poignée de main à Washington le 13 septembre entre le Premier Ministre israélien Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement et une Autorité Palestinienne est créée, laquelle commence à exercer un pouvoir autonome sur les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. L'Autorité palestinienne qui se mit en place était vue comme un État en gestation et les Accords auraient dû aboutir à l'existence de 2 États souverains. Cependant très vite, les Accords montrèrent leurs limites. En 1995, Rabin est assassiné par un extrémiste juif. Ses successeurs sont moins favorables au processus de paix. En 2000, le Président des EU Clinton essaye en vain de le relancer. En 2000. Face à cet échec une deuxième Intifada est lancée. Depuis la situation est bloquée. Israël poursuit sa politique de colonisation en Cisjordanie (**Voir document 9 page 281**), laquelle fragmente toujours plus ce territoire et compromet la viabilité d'un futur État palestinien. À partir de 2005, la construction d'un mur entre les colonies israéliennes et les territoires peuplés de Palestiniens en Cisjordanie compliquent encore plus la situation. (**Voir photo**) Le statut de Jérusalem contribue au blocage de la situation, pour les Palestiniens et les Israéliens cette ville a une dimension mémorielle, sacrée et identitaire considérables. Chaque camp veut en faire sa capitale. Des affrontements sont fréquents par exemple sur l'esplanade des mosquées où se trouvent le Mur des Lamentations, le Dôme du Rocher et la Mosquée d'Al Aqsa. (**Voir page 30 manuel Terminale L**)

De plus le mouvement palestinien est de plus en plus divisé. Le mouvement palestinien est passé d'une Nation sans État, à un État en gestation sans Nation. En 2007, le Hamas prend le pouvoir à Gaza. Les relations sont très tendues avec l'OLP qui contrôle la Cisjordanie et provoquent des affrontements meurtriers. Le Hamas mène une politique d'attentats-suicides et lance des roquettes contre Israël qui réplique par des bombardements, des

assassinats de dirigeants du Hamas ou parfois des opérations militaires de grande envergure, comme l'opération « Plomb Durci » nommée également Guerre de Gaza en décembre 2008- Janvier 2009.

La mort de Yasser Arafat en 2004 voit l'arrivée au pouvoir de Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité Palestinienne. Ce dernier insiste sur un processus de reconnaissance internationale qui devrait aboutir à la création d'un État palestinien indépendant. L'autorité palestinienne devient membre de l'Unesco en 2011 et État observateur non membre de l'ONU depuis 2012. Cependant cette politique se heurte au refus d'Israël de toute négociation.

Le Proche et Moyen Orient est depuis 1918 une terre de conflits marquée par de multiples fractures nationales, identitaires et religieuses. Les multiples enjeux géopolitiques et en termes de ressources renforcent l'instabilité de cette région du monde. Le conflit Israélo-arabe depuis 1948 et plus récemment les révolutions du « Printemps arabe » depuis 2011 manifestent la permanence des tensions dans cette région du monde.

Bibliographie

Gilles Keppel, Le Prophète et le Pharaon. Aux sources des mouvements islamistes, Seuil, Paris, 1993.

Gilles Keppel, Jihad, Gallimard, folio actuel, Paris, 2003.

Henri Laurens, Le Grand Jeu, Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945, A. Colin, Paris, 1991.

Henri Laurens, L'Orient arabe : arabisme et islamisme de 1798 à 1945, A. Colin, Paris, 2002.

Les Collections de l'Histoire, Israël-Palestine, Avril 2008, numéro 39.

L'Histoire, Les Collections, D'où viennent les Révolutions Arabes. 150 ans de combats politiques, juillet 2011, numéro 52.

L'Histoire, Jérusalem. De la forteresse cananéenne aux Lieux saints de toutes les querelles, Juillet-Août 2012, numéro 378.

Robert Mantran (dir.), Histoire de l'Empire ottoman, Fayard, Paris, 1989.

Gabriel Martinez-Gros, Lucette Valensi, L'Islam en dissidence, Seuil, Paris, 2004.

Nadine Picaudou, La décennie qui ébranla le Moyen-Orient, 1914-1923, Complexes, Bruxelles, 1999.

Nadine Picaudou, L'Islam entre religion et idéologie, Gallimard, Paris, 2010

Questions Internationales, Printemps arabe et démocratie, Janvier – Février 2012, numéro 53.

Olivier Roy, La Sainte Ignorance : le temps de la religion sans culture, Seuil, Paris, 2008.